Direction : Direction des Ressources Humaines

Personnel

REF : DRH2006005

OBJET :Personnel communal : centre municipal de santé : renouvellement d'un contrat passé à compter du 1er mars 1996 avec mademoiselle BASCOUL Sandrine engagée en qualité de Psychologue.

LE CONSEIL,

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

Vu la loi n°83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2005-843 du 26 Juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique ;

Vu le décret n°88-145 du 15 Février 1988, relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale, notamment ses articles 2 à 4 ;

Vu la délibération du 21 Février 1996 approuvant un contrat réglementaire passé à compter du 1^{er} Mars 1996 avec Melle BASCOUL Sandrine, engagée en qualité de psychologue ;

Vu la délibération du 26 Avril 2000, approuvant le renouvellement du contrat passé à compter du 1^{er} Mars 1996 avec Melle BASCOUL Sandrine, engagée en qualité de psychologue ;

Vu la délibération du 29 Janvier 2003, approuvant le renouvellement du contrat passé à compter du 1^{er} Mars 1996 avec Melle BASCOUL Sandrine, engagée en qualité de psychologue ;

Considérant la vacance de poste n°2005111600148 du 17 Novembre 2005, effectuée auprès du CIG de la petite couronne ;

Considérant l'absence de candidat fonctionnaire répondant au profil de poste ;

Considérant que cet agent possède les titres pour exercer les fonctions définies ;

Vu le budget communal ;

A l'unanimité,

A l'unanimité.

DELIBERE :

ARTICLE 1 : Autorise le maire à proroger à compter du 1^{er} Mars 2006 pour une durée indéterminée, dans les conditions fixées par l'article 3 alinéa 8 de la loi du 26 Janvier 1984 précitée, le contrat passé à compter du 1^{er} Mars 1996 avec mademoiselle BASCOUL Sandrine, engagée en qualité de psychologue.

ARTICLE 2 : Dit que la rémunération de cet agent non titulaire sera calculée sur la base du 8^{ème} échelon du grade de psychologue de classe normale, à savoir, l'indice brut 634, indice majoré 530, à laquelle pourra s'ajouter le régime indemnitaire du cadre d'emploi.

ARTICLE 3 : Autorise en conséquence le Maire à signer le contrat passé avec ladite personne tel qu'il est annexé à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Dit que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales de cet agent non titulaire sont inscrits au budget de l'exercice en cours :

64131 – (602 – 64131 – 64)

le Maire